

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 14/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CANTAL ENROBES (SARL)**

LACHAUX  
15130 Carlat

Références : 20230619-RAPINSP-15-108-inspection-CentraleEnrobéCarlat  
Code AIOT : 0005600139

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement CANTAL ENROBES (SARL) implanté à Lachaux 15130 Carlat. L'inspection a été annoncée le 25/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ). Visite réalisée dans le cadre du programme national.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CANTAL ENROBES (SARL)
- Lachaux 15130 Carlat
- Code AIOT : 0005600139
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centrale d'enrobés située en continuité de l'installation de production de granulats de la société Vergne Frères. La centrale est alimentée en direct depuis les plates formes de stockage voisines. Installations modernisées depuis l'autorisation initiale toujours en vigueur. Dernière modification importante : Passage au GPL et électrique. Un porté à connaissance des modifications a été

transmis en 2019. Certains compléments d'informations sont nécessaires à la rédaction finale d'un arrêté modificatif actualisant l'autorisation initiale au regard des évolutions de la réglementation et des modifications opérées. L'exploitant propose une transmission de ces éléments pour mi octobre 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Référence réglementaire	Autre information
6	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.1	Collecte des émissions gazeuses
8	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.4	Fréquence analyses rejet eau

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté Préfectoral du 28/12/1981, article 1	Sans objet
2	Arrêté Préfectoral du 28/12/1981, article 2	Sans objet
3	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.1	Sans objet
4	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.5	Sans objet
5	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10	Sans objet
7	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les installations sont correctement entretenues, les risques paraissent maîtrisés.

Les points à corriger :

- collecte des gaz (trappe visite conduite bitume)
- rétention en cas d'incendie

Les points à compléter nécessaires à l'actualisation de l'autorisation :

- définition parcellaire
- validation de la défense incendie par le Sdis afin de valider la demande d'aménagement de la prescription
- proposition de programme de surveillance (VLE et fréquence) pour les émissions air et eau
- description et justification de la mise en place de la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie

L'inspection vérifie la question du classement en 2910 du brûleur GPL du tambour sécheur.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : PC1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/1981, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature de l'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Exploitation de Centrale Enrobés à chaud : Rubrique 2521, capacité 120 t/h
<b>Constats :</b> Bénéfice d'antériorité acté par courrier du 24/09/2019 sous le régime de l'Enregistrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : PC2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/1981, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles d'implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration de modifications des installations
<b>Constats :</b> Porté à connaissance de modification transmis le 9/08/2019. Projet d'APC transmis pour observation. Suite discussion en séance, l'exploitant apportera des éléments complémentaires qui pourront modifier la rédaction du projet d'APC en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : PC3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan des zones de Dangers
<b>Constats :</b> Zones de dangers déterminées
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : PC4

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Réserve d'eau : poche 120 m <sup>3</sup> installée avec motopompe opérationnelle à 60 m <sup>3</sup> /h Extincteurs : à disposition et contrôlés RIA : non
<b>Constats :</b> Dans le cadre du PAC le SDIS a été sollicité pour valider le dispositif en place. L'absence de RIA a fait l'objet d'une demande d'aménagement de prescription. L'avis écrit du SDIS est requis dans le cadre des compléments à apporter. Calendrier proposé : mi octobre 2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : PC5

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et isolement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de bitumes sont sur rétention en bon état. Un puit équipé d'une pompe permet de vider la rétention. Le site n'est pas organisé pour la collecte des eaux d'extinction en cas d'incendie.
<b>Constats :</b> Mesure corrective à mettre en place : rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie. Le site étant entièrement imperméabilisé, l'exploitant évoque la mise en place d'un merlon périphérique ce qui est recevable. Calendrier proposé : mi octobre 2023
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : PC6

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émission dans l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Collecte des gaz
<b>Constats :</b> La trappe de visite de la canalisation de bitume chaud au niveau de la trémie de mélange granulats séchés/bitume n'est pas étanche aux gaz (bouffée visible à chaque charge). Joint à refaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : PC7**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des émissions dans l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Analyses rejets
<b>Constats :</b> Un bilan annuel réalisé. L'exploitant proposera, au regard de l'article concerné, un programme de surveillance tenant compte des flux rejetés. Ces éléments seront repris dans le projet d'APC après validation. Calendrier proposé : mi octobre 2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : PC8**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance émissions dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Analyses rejets
<b>Constats :</b> Analyse annuelle réalisée. La prescription prévoit une mesure semestrielle pour les rejets dans le milieu naturel. Fréquence à adapter.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet